



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DE LA RURALITÉ

Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche

Pôle National de Coopération Internationale

“FORMATION DE MASSE EN MILIEU RURAL, ÉLÉMENT DE RÉFLEXION POUR LA DÉFINITION D'UNE POLITIQUE NATIONALE”

PROJET D'ATELIER POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE

1/ Le bilan des VIII^e journées Ingénierie des dispositifs de formation à l'international¹.

Depuis 1995, Agropolis et le ministère de l'Agriculture réalisent régulièrement des journées d'étude sur les dispositifs de formation agricole et rurale. Ces journées d'études, patronnées par le MAE et la FAO, ont permis le développement de l'échange d'expériences, de l'analyse des enjeux de la formation dans les zones rurales, mais aussi de constituer un réseau de personnes ressources, tant en France qu'en Europe et les pays de la ZSP.

Au cours des VIII^e journées la représentante de la DCT (MAE / DGCID) rappelait les principes d'une intervention du ministère des Affaires étrangères dans la rénovation de dispositifs de formation :

- « *répondre à la demande de pays engagés dans la réforme de la formation rurale* ;
- *agir en concertation avec les autres bailleurs de fonds* ;
- *mobiliser les expertises nationales et françaises* ».

Le MAE a souligné son intérêt pour la création d'un réseau d'expertise Nord-Sud en matière de formation professionnelle agricole et rurale et au développement de l'expertise du Sud et de l'échange Sud-Sud, notamment par la création de coopérations triangulaires², afin d'associer des compétences et des moyens provenant de pays différents dans le cadre des réponses à des appels d'offre internationaux. Ce projet de création d'un réseau d'expertise pour l'appui aux politiques de formation professionnelle agricole et rurale a également intéressé les représentants de la FAO, de la Banque Mondiale et de la GTZ.

2/ Les éléments actuels de contexte.

Les éléments du contexte confortent les analyses faites par les différents participants au cours des dernières journées d'études :

- La réunion du CICID³ a confirmé le soutien de la France à la réalisation des Objectifs du Millénaire avec six secteurs d'intervention prioritaires dont 3 d'entre eux sont réunis dans ce projet : l'éducation, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et de la biodiversité.
- Les travaux du groupe de travail mis en place par le MAE pour la relance des interventions de l'expertise française en matière de formation professionnelle agricole dans les pays d'Afrique subsaharienne soulignent le besoin du développement d'une expertise en matière d'appui aux politiques de formation professionnelle agricole⁴ afin de mettre en place des formations professionnelles de masse répondant aux besoins grandissant d'insertion professionnelle des jeunes et d'augmentation rapide de la productivité.

¹ VIII^e Journées d'études Ingénierie des dispositifs de formation à l'international. « *Travail en partenariat pour la construction d'une expertise collective* ». Montpellier. 2-3 juin 2004.

² MAE / DGCID / DCT « *Réflexion en cours sur les orientations stratégiques du MAE en matière d'enseignement technique et de formations professionnelles* ». VIII^e Journées d'études.

³ Réunion du 20/07/2004 du Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement.

⁴ Dans le cadre de la formulation de ses orientations stratégiques et faisant suite aux travaux interministériels MAE/MAAPAR, DCT/HEP a confié à l'IRAM une étude visant à relancer la réflexion en matière d'appui à l'enseignement technique et à la formation professionnelle agricoles dans les pays d'Afrique subsaharienne.

- La Banque Mondiale développe un programme ambitieux d'appui aux stratégies nationales de formation du capital humain du secteur agricole et rural de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest (Mali, Burkina-Faso, Bénin et dernièrement Sénégal) en inscrivant la stratégie d'éducation et de formation dans un objectif d'émergence de nouvelles capacités nationales susceptibles d'affronter et de relever le défi majeur du développement de l'agriculture de ces pays⁵.

3/ Finalité de l'action.

En s'appuyant sur son expérience de la réalisation des journées d'études IDF, le Pôle National de Coopération Internationale du ministère français de l'Agriculture propose de réaliser un atelier sur les formations professionnelles agricole et rurale des pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale afin de participer à la construction d'une expertise partagée, susceptible d'intervenir efficacement, en coopération, **dans l'appui à la mise en place d'une politique publique de formation de masse du secteur agricole et rurale et l'appui aux projets de création ou de rénovation de dispositifs de formation de ces pays.**

Objectifs :

- Souligner l'impératif d'une formation professionnelle de masse en regard de l'insertion des jeunes dans la vie active et de l'augmentation de la productivité,
- Sensibiliser l'ensemble des acteurs au rôle spécifique de la formation dans le développement agricole et rural et à la nécessité d'articuler politique de développement rural et politique de formation professionnelle ;
- Identifier des expériences innovantes et les compétences particulières indispensables à l'élaboration de politiques publiques de formation du secteur agricole et rural et l'appui aux projets ;
- Mettre en débat les analyses, expériences, pratiques, démarches et outils pour participer à l'élaboration de politiques publiques de formations de masse en milieu rural et l'appui aux projets de création ou de rénovation de dispositifs de formation professionnelle agricole et rural ;
- Recueillir des propositions sur les collaborations à développer entre spécialistes de la formation, au Nord et au Sud, dans le domaine de la formation professionnelle agricole et rurale ;
- Elaborer les règles générales de fonctionnement d'un réseau d'experts réunissant des acteurs du Nord et du Sud dans le domaine des formations agricoles et rurales.

Partenaires du projet :

1. ministères français des Affaires étrangères et de l'Agriculture et Agence Française de Développement,
2. ministères concernés des pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale,
3. institutions internationales engagées sur ce thème : Banque mondiale, FAO, UNESCO, AIF,
4. coopération allemande dans le cadre du document d'orientation signé en 2001 entre les coopérations allemandes et françaises...

Organisation : L'atelier sera participatif et s'appuiera notamment sur les expériences des pays partenaires d'Afrique engagés dans le programme de la Banque mondiale d'appui aux stratégies nationales de formation du secteur agricole et rural (Bénin, Burkina-Faso, Mali et Sénégal)

L'atelier pourrait notamment être préparé par la rédaction de contributions présentant les expériences de ces quatre pays en matière d'analyse de la situation des formations professionnelles en regard des enjeux du développement et d'élaboration d'une politique de formation du secteur agricole et rural en regard des orientations de la politique de développement du secteur. Ces notes, distribuées aux participants, seront discutées dans les groupes de travail.

Public potentiel : représentants des ministères de l'agriculture et de la formation professionnelle (notamment des quatre pays engagés dans la réforme de leur politique de développement du secteur agricole), d'ONG, d'établissements d'enseignement et de formation, experts, des organisations internationales (Banque mondiale, FAO, AIF) et de coopérations nationales, française (SCAC et agences AFD) et allemande... Il importe que des représentants d'autres pays s'engageant ou susceptibles de s'engager prochainement dans ces réformes y participent activement (Angola, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar, Mozambique, Tchad...).

Il comprendra environ 35 participants des pays d'Afrique subsaharienne et 15 représentants de coopérations bilatérales (GTZ, MAE, SCAC, AFD, MAAPR) et d'institutions internationales (FAO, UNESCO, AIF, BM) .

⁵ Cf. article de FAULIAU.C sur les enjeux de la formation rurale dans les pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale. « Réduction de la pauvreté – Un instrument stratégique : la formation pour le secteur agricole et rural ». Mai 2004.

Proposition de date : mai ou juin 2005.

Proposition de lieu : Le groupe EIER / ETSHER, avec son service de formation continue (CEFOC), constitue un pôle inter États d'excellence ayant une compétence confirmée dans le domaine de l'ingénierie de dispositif, la formation professionnelle continue, et l'expérience de l'organisation de manifestations internationales.

Productions : contributions des participants sur les enjeux de la formation professionnelle dans leur pays, actes de l'atelier, sous forme papier, CD Rom et sur serveur.

2/ Projet de programme.

Dans le cadre des objectifs qui ont été fixés à l'atelier, il apparaît important de pouvoir organiser des situations d'échange entre participants qui permettent :

1. Une large information sur les actions, projets et réflexions en cours sur la question des formations agricoles et rurales, qu'elles se situent au niveau des États, au niveau international (Banque mondiale, FAO et UNESCO notamment) ou des coopérations bilatérales (coopérations française et allemande) ;
2. Un débat sur les démarches d'élaboration des politiques de formation de masse en milieu rural et des dispositifs de formation, qui permette de créer des références et un langage commun, de mutualiser et de capitaliser des expériences et des compétences entre acteurs des différents pays ;
3. D'élaborer des propositions de fonctionnement du réseau (objectifs, organisation, supports techniques, charte de fonctionnement...).

En conséquence, il est proposé de construire l'atelier selon le schéma suivant :

- Un premier débat qui permette de faire le bilan de la situation et qui souligne les enjeux de la formation de masse du secteur agricole et rurale ;
- Des interventions des représentants des États engagés dans la redéfinition de leur politique de formation du secteur agricole et rurale et des représentants des organisations internationales et des coopérations bilatérales sur les politiques et actions qu'elles mettent en œuvre ;
- Des travaux plus approfondis entre pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale qui permettent entre participants des échanges d'expériences et d'analyse ;
- Enfin, une réflexion commune sur le rôle et l'organisation d'un réseau international d'expertise.

Le déroulement de l'atelier pourrait être le suivant :

LUNDI

MATIN

10h00 Séance d'ouverture - Présentation des objectifs, du déroulement de l'atelier et des participants

APRES-MIDI

Les enjeux de la formation professionnelle rurale en Afrique de l'Ouest et Centrale
Débat animé par Pierre DEBOUVRY

MARDI

MATIN

Le renouveau de la réflexion sur les formations rurales dans les institutions internationales
Représentants des pays d'Afrique engagés dans la définition d'une « politique nationale de développement du capital humain du secteur agricole » (Bénin, Burkina-Faso, Mali et Sénégal) :
L'analyse des enjeux de la formation professionnelle agricole
FAO ET UNESCO : Les formations en milieu rural et le programme « *l'Education pour les Populations Rurales* » de la FAO et l'UNESCO – Bilan de l'étude FAO / UNESCO
Banque mondiale : Les perspectives d'appui de la Banque Mondiale : les programmes SNFAR (Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale).
GTZ : Les orientations stratégiques de la GTZ en matière de formations rurales
Ministère des Affaires étrangères et Agence Française de Développement : Les orientations stratégiques de la France en matière de formations agricoles et rurales
Débat.

APRES-MIDI

Groupes de travail 1 - La rénovation des formations rurales - exemple des pays engagés dans la définition d'une politique nationale de développement du capital humain du secteur agricole : présentation du contexte, de la politique de FP agricole et rurale en cours d'élaboration
4 sous groupes de travail analysant chacun l'exemple d'un pays : Bénin, Burkina-Faso, Mali et Sénégal

MERCREDI

MATIN

Restitution des groupes de travail et synthèse générale
Politiques agricoles, formations rurales et rôles des acteurs
Table ronde avec des représentants d'organisations paysannes, des ONG, des ministères, des formateurs, des organisations internationales...
Débat

APRES-MIDI

Groupes de travail 2 – La rénovation des formations rurales - exemples d'autres approches : quelles démarches, quelles avancées et quels besoins en compétences pour définir des politiques de formation professionnelle et rénover les dispositifs de formation ?
4 sous groupes de travail analysant chacun l'exemple d'un pays : à préciser (par exemple Bénin, Cameroun, Guinée, Tchad ?)

JEUDI

MATIN

Restitution des groupes de travail et synthèse générale
Les éléments clefs d'une démarche d'ingénierie des dispositifs de formation de masse
Table ronde avec des représentants d'organisations paysannes, des ONG, des ministères, des formateurs, des organisations internationales...

APRES-MIDI

Groupes de travail 3 – La création d'un réseau « formations rurales » : objectifs ? activités ? animation ? productions ?
3 sous groupes en parallèle sur le même thème et mise en commun des réflexions

VENDREDI

MATIN

Restitution des groupes de travail et synthèse générale
Recommandations
Discours de clôture

3/ Réalisation de l'atelier.

La préparation de l'atelier, son animation et l'élaboration des documents de synthèse seront assurées par le Pôle National de Coopération Internationale avec l'accord des ministères de l'Agriculture et des Affaires étrangères . Cette activité sera intégrée dans le programme prévisionnel d'activité du Pôle. En effet, outre ses activités d'appui au montage de projets en matière de création ou de rénovation des dispositifs de formation rurale à l'international, le Pôle organise depuis 2003 les journées d'études « *Ingénierie des dispositifs de formation à l'international* » qui lui ont permis outre d'acquérir une expérience dans l'organisation et l'animation de ce type de manifestation, de développer des relations tant avec les représentants des Etats de la zone, que des représentants des institutions internationales concernées (Banque mondiale, FAO, UNESCO, GTZ) ainsi que des Services de Coopération et d'Action Culturelle des Ambassades de France. Enfin, le Pôle National de Coopération Internationale devrait être l'organisateur et l'animateur du réseau « Formation rurale ».

La préparation de l'atelier pourrait s'effectuer en étroite relation avec le bureau des politiques éducatives et de la formation professionnelle (DGCID / DCT / H) du ministère des Affaires étrangères et la division développement rural et agro-industrie (Département du Développement Rural, Environnement et Ressources Naturelles) de l'AFD.

Il convient que le Pôle National de Coopération Internationale y associe le plus tôt possible les institutions internationales qui développent une politique de formation professionnelle en Afrique de l'Ouest et Centrale, dans le secteur rural (**Banque mondiale, FAO/UNESCO, AIF**), **les représentants de la coopération allemande, ainsi que les partenaires de l'EIER / ETSHER.**

Bernard CAVAILLE et Martin WEISS
Pôle National de Coopération Internationale - Montpellier